

SOFRAGI

Société Française de Gestion et d'Investissement
(Société d'Investissement régie par l'ordonnance du 2 novembre 1945)
Capital 3.100.000 euros
784 337 487 RCS PARIS - APE 652 E
Siège social : 37, avenue des Champs Elysées – 75008 Paris

PRODUITS DE L'ACTIVITÉ COURANTE

REVENUS DU PORTEFEUILLE (EN EUROS) AU 31/12/2008

	2008	2007
Premier trimestre	1.513.677	474.971
Deuxième trimestre	3.328.866	2.467.575
Troisième trimestre	859.277	714 047,95
Quatrième trimestre	1.063.715	1.450.628

SOFRAGI

Société Française de Gestion et d'Investissement
(Société d'Investissement régie par l'ordonnance du 2 novembre 1945)
Capital 3.100.000 euros
784 337 487 RCS PARIS - APE 652 E
Siège social : 37, avenue des Champs Elysées – 75008 Paris

OPERATIONS ET EVENEMENTS IMPORTANTS INTERVENUS AU COURS DU 4^{EME} TRIMESTRE 2008

DESCRIPTION GENERALE DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE ET DE SES RESULTATS AU COURS DU 4EME TRIMESTRE 2008

La violence de la baisse subie pendant l'année civile 2008 dépasse en intensité celle des marchés baissiers habituels. La situation n'est pas éclaircie pour autant : il faut bien admettre qu'un surplus d'explications nuit à la clarté du sujet. Ni les subprimes, ni le ralentissement de l'activité voire même les efforts déployés pour l'inverser, ni la chute des résultats ne suffisent à expliquer la crise actuelle. A défaut de prétentieuse technicité, un fait s'impose. Dans un monde artificiellement stimulé par l'endettement, les principaux moteurs de l'économie ont cessé de se projeter dans l'avenir ce qui éclaire la chute de la demande finale (consommation de toute nature, soit modeste soit de luxe), la contraction des investissements industriels et financiers, la reconstitution d'une épargne de précaution aussi bien dans les entreprises que dans les ménages. Le niveau exagérément élevé des biens immobiliers ne permet pas d'envisager une reprise par les travaux publics.

On objectera que les autorités politiques et monétaires ont déjà déployé des efforts massifs pour favoriser sans succès sensible un retour de la confiance au plus; elles ont néanmoins eu le mérite d'éviter une spirale de faillites en chaîne.

Nous avons tendance à penser que la fin de la première décennie du XXI^e siècle marque l'effondrement d'un cycle long commencé en 1980. Des esprits éclairés venus de tous les horizons politiques et géographiques ont proposé une politique fondée sur une analyse très critique des théories de Keynes et remis en cause la notion d'économie mixte. Tout cela se fondait sur une exaltation de l'initiative individuelle et aurait pu rencontrer quelques succès si on avait mis en place un peu plus de contrôles et de rigueur tant sur le plan national que dans le cadre de la mondialisation.

Le résultat est incontestable : les bilans des banques et des entreprises cotées se sont épouvantablement dégradés.

L'aide apportée par l'Etat ne devrait pas se dissiper en stock-options destinées aux dirigeants, en remboursement d'actions voire en augmentation de dividendes excessifs. Comme il n'y a pas du tout d'unanimité sur les considérations exposées ci-dessus, nous ne croyons pas être à la veille d'une importante reprise économique ou boursière.

Le dernier trimestre de l'année 2008 a été particulièrement éprouvant pour le marché. Après une baisse de 10% en septembre, on observe des reculs de 13,5% en octobre, 6,4% en novembre et 1,4% en décembre, soit une baisse de 20,19 % pendant le trimestre.

La valeur liquidative de la sicaf est passée de 1616,94 € à 1496,34 € soit une variation de - 7,46 %.

Au cours du trimestre les achats se sont élevés à 27 M€ et les ventes à 15,9 M€. Les achats supérieurs à 1,2 M€ ont concerné Lagardère, Accor, PPR, Veolia, Total, Alstom.

Les principales ventes ont porté sur Vivendi, Alstom, Hermès International, Cie Financière Richemont, Total.